

JURISTE D'ENTREPRISE

Descriptif du métier et missions principales

Traditionnellement, l'activité du juriste en entreprise consiste à défendre les intérêts de sa société et à produire les actes juridiques qu'elle réclame (contrats, conventions, statuts, etc.).

Il se voit également confier la mission de tenir en permanence ses collaborateurs informés de ce que l'évolution des textes de lois peut avoir comme répercussion sur le travail des opérationnels (les « hommes de terrain ») telle que l'obligation de passage à certaines normes ISO par exemple. Récemment, la profession de juriste en entreprise a évolué jusqu'à faire activement participer ces derniers à l'activité de croissance de l'entreprise (le juriste est alors aussi fiscaliste et devient un stratège de l'entreprise) en même temps qu'il est attentif à son bon fonctionnement interne en jouant le rôle de régulateur entre les différents acteurs à l'œuvre dans l'entreprise (c'est le rôle des audits et de la gestion des ressources humaines). Elle tend aujourd'hui, à se développer à l'interne dans les petites et moyennes entreprises (PME). Il conseille la direction et les services opérationnels de l'entreprise. Il s'assure que les projets et les décisions respectent la législation.

Les fonctions du juriste d'entreprise varient selon le type d'entreprise où il exerce : polyvalent dans une PME- PMI, il est le plus souvent spécialisé dans un ou plusieurs domaines (droit des sociétés, droit du travail, droit fiscal) au sein de sociétés plus importantes.

Dans le milieu bancaire et celui des assurances, le juriste est plus généralement chargé des dossiers contentieux (règlement des conflits). Dans les fédérations, les syndicats et les services juridiques d'associations, voire les différentes fonctions publiques, le juriste a davantage un rôle de conseil des clients ou des adhérents. Dans les associations, il apporte des informations d'ordre juridique au public.

Le secteur de la nouvelle économie (e-économie et biotechnologie) apporte également un réservoir d'emplois non négligeable en raison du flou juridique qui entoure la création de nouveaux secteurs d'activité économique. C'est une opportunité pour les juristes débutants d'accéder à des postes à responsabilités.

14/06/2022

Conditions d'accès au métier

Diplôme requis

Une formation en droit de type master en droit privé est le plus souvent demandée pour accéder à ce métier.

L'étudiant peut aussi suivre le diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise (DJCE) qui se prépare en un an, en même temps qu'un master de « juriste des affaires ». Ce diplôme est accessible dans une dizaine d'universités (dont l'Université Paris 2 Panthéon-Assas), en lien avec la Fédération Nationale pour le droit en Entreprise (FNDE, Paris). L'université Paris 2 Panthéon-Assas propose de préparer le DJCE en parallèle du master 2 droit des affaires. Une double formation, à la fois juridique et dans un autre domaine (économique ou financier comptable, ressources humaines, marketing, etc.) constitue un atout important pour accéder à ce métier.

Exemples d'autres formations permettant d'accéder à la profession :

- Master droit social
- Master droit des assurances
- Master droit de la concurrence
- Master de la propriété intellectuelle
- Master droit immobilier
- Master droit bancaire, etc.

Le parcours d'études avec l'Université Paris-Panthéon-Assas

- En licence, suivre [le magistère d'affaires](#) en parallèle de la licence 3 et du Master 1 en droit puis suivre ensuite le [Master Droit des affaires Parcours Juriste d'affaires](#) . Le magistère est un parcours sélectif.
- Master [droit des affaires parcours droit des affaires](#)
- [Master droit des affaires parcours droit des affaires et droit fiscal, spécialité droit des affaires et fiscalité](#)
- [Master droit des affaires parcours droit des affaires et droit fiscal, spécialité droit fiscal](#)
- [Master droit public parcours droit public général- spécialité droit public approfondi](#), etc.

Mission Orientation-Emploi

CIO

92, rue d'Assas, 75 006 Paris Tél. 01 44 41 58 75

Lundi au Jeudi 9h30 à 17h et Vendredi matin de 9h30 à 12h/cio@u-paris2.fr

14/06/2022

Qualités et compétences requises

Le juriste d'entreprise maîtrise parfaitement la discipline juridique dans laquelle il intervient.

Certains secteurs comme la banque ou l'immobilier, demandent de bonnes connaissances des réglementations et nécessitent par conséquent une double compétence. Le juriste d'entreprise doit aussi être méthodique et organisé. Il doit également faire preuve de rigueur et d'indépendance dans les avis qu'il formule. Il possède de bonnes capacités de synthèse et de rédaction. Il doit aussi bien savoir communiquer sur les réglementations existantes. Enfin, les textes de loi et la jurisprudence évoluant sans cesse, il doit assurer une veille régulière dans ces domaines. Une maîtrise parfaite de l'anglais est également requise.

Emploi

L'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE) estime à près de 16 000 le nombre de personnes qui exercent ce métier, surtout dans les grandes entreprises. Le secteur de la banque emploie à lui seul près de 1 000 juristes. Ils interviennent notamment dans les contrats signés avec les clients ou les litiges avec ces derniers, dans le respect de réglementations spécifiques au secteur.

Les offres d'emploi sont en permanence nombreuses pour ce métier. Pour consulter des offres de stages et d'emplois, des actualités juridiques, consulter le site de l'AFJE : <http://www.afje.org> . Enfin, le juriste d'entreprise justifiant de 8 ans de pratique au sein du service juridique d'une ou plusieurs entreprises peut devenir avocat.

Salaire du débutant

Le salaire net mensuel pour un débutant est de l'ordre de 2 300 euros environ. La rémunération des juristes varie en fonction de la taille et du secteur d'activité de l'entreprise, mais aussi en fonction de leur expérience et de leur spécialisation.

Pour aller plus loin

1) Ressources disponibles en salle de documentation du CIO

Logiciel Parcouréo (fiches métiers disponibles)

ONISEP Parcours. *Les métiers du droit*. 2020

ONISEP Parcours. *Les métiers de la justice*. 2020

Mission Orientation-Emploi

CIO

92, rue d'Assas, 75 006 Paris Tél. 01 44 41 58 75

Lundi au Jeudi 9h30 à 17h et Vendredi matin de 9h30 à 12h/cio@u-paris2.fr

14/06/2022

L'ETUDIANT. *Le grand livre des métiers*. 2018

Classeur CIDJ n°2.51

Dossier salle de documentation n°504

2) Liens utiles

Métiers et secteurs

- **Association Française des juristes d'entreprise**

<https://www.afje.org/>

- **Village justice**

La plateforme d'informations à destination des professionnels du droit : juriste, avocats, notaires, etc.

<https://www.village-justice.com/articles/>

- **Fédération nationale pour le droit de l'entreprise**

Le site d'une fédération nationale qui se consacre à la formation initiale et continue des juristes d'entreprise.

<http://www.fnpe.asso.fr/>

Emploi et recrutement

- **Association Française des juristes d'entreprise**

<https://www.afje.org/>

Sources utilisées pour réaliser cette fiche

- <https://www.oriane.info/>
- <http://www.cidj.com/>
- <http://www.onisep.fr/Decouvrir-les-metiers>
- Classeurs du CIDJ
- ONISEP. *Le dico des métiers*. 2013

Mission Orientation-Emploi

CIO

92, rue d'Assas, 75 006 Paris Tél. 01 44 41 58 75

Lundi au Jeudi 9h30 à 17h et Vendredi matin de 9h30 à 12h/cio@u-paris2.fr